

## RAPPORT D'ACTIVITE 2016

### ■ SOMMAIRE

- Le mot du Président
- Les missions
- Les moyens
- Le budget
- Les réalisations

Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes  
18, rue Châteauneuf - 06000 NICE  
Tél : 04 93 44 24 40 - Fax : 04 93 44 26 16  
<http://www.sdeg06.fr> - Email : [sdeg06@sdeg06.fr](mailto:sdeg06@sdeg06.fr)

# RAPPORT D'ACTIVITE 2016

## SOMMAIRE

• Le mot du Président

• Les missions

• Les moyens

• Le budget

• Les relations



■ Le Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes et ses adhérents ont un rôle majeur à jouer dans le développement du paysage énergétique.

La disparition progressive des tarifs réglementés de vente, l'intégration des évolutions réglementaires relatives aux procédures de construction des réseaux (Code de l'Energie, Code de l'Environnement) et aux dispositions techniques à appliquer (Guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux, publié par Décret du 27 décembre 2016), les orientations de la politique énergétique fixées par l'Etat français, et plus globalement par les Etats européens, en matière de maîtrise de la consommation et de recherche d'efficacité constituent autant d'éléments à intégrer dans l'exercice de nos missions d'autorité concédante.

Le Syndicat oriente ses actions vers la qualité technique des réalisations, la satisfaction des élus locaux et de leurs administrés, l'obtention des meilleures possibilités de financement au bénéfice des communes tout en maintenant, depuis sa création, la stabilité de ses dépenses de fonctionnement, des honoraires de gestion, qui n'ont pas été augmentés, et de la cotisation annuelle dont l'assiette de calcul demeure inchangée depuis sa mise en œuvre par le Comité Syndical du 23 juin 1958 étant également rappelé que les communes qui n'ont pas fait réaliser de travaux sous maîtrise d'ouvrage du SDEG pendant une période de cinq ans ne sont pas redevables de cette cotisation annuelle.

Les communes ainsi regroupées au sein du syndicat bénéficient, à moindre coût, d'un pouvoir de négociation plus fort face au concessionnaire, qui détient le monopole national de la distribution d'électricité.

■ Monsieur Christian ESTROSI, Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur et moi-même vous avons informés, par courrier courant février 2017 et lors de la réunion du Comité Syndical du 16 décembre 2016, de la sortie effective de la Métropole du syndicat en juillet 2018, retrait approuvé par le Conseil Métropolitain du 30 septembre 2016. La décision des instances métropolitaines, en droite ligne de l'application de la Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles avec le transfert de la compétence « concession de la distribution d'électricité », a été préparée en concertation avec les élus délégués du syndicat dans une volonté commune de ne pas fragiliser le SDEG 06 dans la continuité de ses missions de service public au bénéfice de ses communes membres.

■ Le rapport annuel d'activité de notre syndicat est pour moi l'occasion de faire le point sur les travaux effectués dans vos communes, de vous présenter le bilan de nos missions de service public dans le champ de nos compétences statutaires et conventionnelles et de vous informer sur le contrôle de la concession de distribution d'électricité et de la concession de distribution de gaz.

Outre le rappel de nos actions et de nos compétences, ce document se veut aussi le reflet des moyens mis en œuvre, dans les limites du budget syndical, pour mener à bien les services consacrés aux communes membres et aux abonnés.

- Le partenariat avec ENEDIS (ex ERDF) et plus particulièrement les opérations d'esthétiques des réseaux
- Le contrôle du respect des obligations des concessionnaires ENEDIS et GRDF en termes de qualité et de continuité du service rendu, du maintien du niveau d'investissements et de la valeur comptable du patrimoine,
- La coordination de travaux avec la Métropole NCA,
- L'établissement du budget,
- L'élaboration des futurs programmes de travaux d'électrification, de sécurisation et de dissimulation des réseaux,
- Le suivi régulier des évolutions législatives et réglementaires.

Les faits marquants de l'exercice 2016 :

■ La conférence départementale sur l'élaboration du programme prévisionnel d'investissements sur les réseaux de distribution s'est tenue le 29 novembre 2016 sous la Présidence de Madame la Sous-Préfète de Nice-Montagne.

■ Les statuts du SDEG 06 ont fait l'objet d'une étude approfondie, menée conjointement avec les élus de la Métropole Nice Côte d'Azur et les services métropolitains; Ce projet de révision des statuts devra désormais être remanié en prenant en compte le retrait de la Métropole puis sera présenté à l'ensemble des communes membres du SDEG 06.

M Robert VELAY  
Président du SDEG  
Maire de Puget Théniers





▪ En tant qu'autorité concédante, le Syndicat Départemental de l'Électricité et du Gaz des Alpes-Maritimes organise le service public de distribution de l'électricité et s'occupe de la mise en œuvre des dispositions locales.

Le SDEG 06 programme et coordonne la réalisation des travaux d'extension, de renforcement et de dissimulation des **réseaux électriques** sur le **territoire de la concession**.

Dans les sites isolés et difficiles d'accès, l'installation de panneaux solaires photovoltaïques constitue une alternative intéressante à une extension du réseau électrique.

- ❖ Investissements d'amélioration esthétique des réseaux urbains et ruraux,
- ❖ Investissements d'extension et renforcement des ouvrages ruraux
- ❖ Mise en œuvre de sources d'énergies renouvelables
- ❖ Maîtrise d'ouvrage
- ❖ Suivi des obligations de service public
- ❖ Suivi du dispositif réglementaire de la qualité de l'électricité fournie sur les réseaux publics de distribution.
- ❖ Contrôle de la bonne application du cahier des charges de concession
- ❖ Présence sur le terrain

▪ Depuis 1974, le SDEG a également développé le secteur de **l'éclairage public** : travaux neufs, amélioration, renouvellement, entretien pour certaines communes, illuminations festives, mise en lumière du patrimoine architectural ou naturel. Pour les communes de la Métropole Nice Côte d'Azur, la compétence éclairage public fonctionnel « voirie » n'est plus du ressort du SDEG, à l'exclusion de l'éclairage décoratif et festif.

- ❖ Ces missions s'exercent dans le cadre - des conventions de concessions ENEDIS & GRDF
  - de l'application de la réglementation relative aux Marchés Publics
  - de l'application des règles de délégation de service public pour l'extension du périmètre de compétence Gaz
  - de la réaffirmation par les lois de transposition des directives européennes de la compétence des collectivités concédantes
  - de l'application du Code de l'Energie et du Code de l'Urbanisme

❖ Ces missions sont soumises aux normes et réglementations techniques spécifiques : réseaux sensibles, travaux sous tension.



CHANTIERS	Coordination technique Gestion administrative	nb
Eclairage Public		160
Electrification rurale et réseau urbain affectés à des programmes travaux		272
Sécurisation des réseaux ruraux		43
Electrification rurale : dossiers en attente de subvention		25
Electrification urbaine : dossiers en attente de subvention		57
Extension pour branchement		230
Installation Photovoltaïque		4
	<b>total</b>	<b>791</b>
fiches problèmes traitées non affectées		37
		<b>828</b>

Dont 10 sur des communes Métropolitaines

Nombre de DICT traitées : 2 604 ( 2 510 en 2015)  
 Nombre d'attestations de dessertes délivrées : 508 ( 367 en 2015)

▪ L'activité 2016 du Syndicat Départemental de l'Électricité et du Gaz s'est articulée autour de :

- la conduite de 828 chantiers et projets (éclairage public, électrification rurale et travaux sur le réseau urbain, sécurisation, extension pour branchements, installations photovoltaïques) tant au niveau de leur coordination technique que de leur gestion administrative et juridique.
- le suivi des demandes d'interventions pour l'entretien de l'éclairage public de 72 communes, la supervision de 28 265 points lumineux et la mise à jour régulière de la gestion informatisée des plans.
- la passation et le contrôle de 68 marchés publics (68 en 2015)
- la préparation et/ou le suivi d'exécution de 140 chantiers sur les réseaux de distribution d'électricité du territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur.





■ En tant qu'autorité concédante et collectivité organisatrice de la distribution d'énergie électrique et gazière, le SDEG a en charge les missions de contrôle de concessions.

■ Un cadre réglementaire, fixé par Décret, permet de faire respecter des niveaux planchers de qualité en fonction du pourcentage d'utilisateurs mal alimentés, de la tenue de tension et de la continuité d'alimentation (critère B) liée aux « coupures » dites longues si cette interruption d'alimentation est supérieure à 3 minutes.

L'évolution de la réglementation Qualité, depuis 2010, inclut la révision des critères de calcul des CMA notamment la révision des températures froides de référence, l'adaptation des principes de réglage de la tension et l'élargissement de la plage de tension de référence de  $[-10\% + 6\%]$  à  $[-10\% + 10\%]$ . Ceci a entraîné une baisse « artificielle » du nombre de CMA.

■ Les critères pris en compte pour mesurer la qualité de la tension sont les suivants :

- La tenue de la tension : mesurée sur la base d'une moyenne sur 10 minutes; le niveau de tension ne doit pas s'éloigner de plus ou moins 10 % de sa valeur de référence (230 volts en monophasé, 400 volts en triphasé et 20 000 volts pour la moyenne tension HTA des réseaux de distribution). Au-delà de ce seuil, les clients sont dits « mal alimentés » (CMA)
- Les coupures d'alimentation : leur nombre dans l'année ne doit pas excéder les seuils fixés,
- La durée cumulée annuelle des coupures longues.

■ En respect du seuil réglementaire pour la tenue globale de tension, le pourcentage d'utilisateurs mal alimentés ne doit pas excéder 3 % ;

### Analyse de la tenue globale de la tension sur valeurs 2015

■ Pour l'année 2015, l'analyse de la tenue globale de tension sur le territoire de la concession, établie par le concessionnaire ERDF, fait état de **0,6 % de clients dits « mal alimentés »**, résultats relativement satisfaisants au regard du seuil réglementaire fixé à 3 %. (0,4 % en 2014; 0,5 % en 2013 ; 0,5% en 2012; 0,5 % en 2011 et 2010; 1 % en 2009)

NB : Ce pourcentage est calculé en fonction de la nouvelle méthode d'évaluation de la tenue globale de tension mise en œuvre par ERDF et la FNCCR en 2014.

Ce modèle de calcul s'appuie sur une évaluation statistique, pourcentage de clients mal alimentés, issue de l'outil GDO-SIG d'ERDF (la « méthode GDO est visée par l'arrêté du 27/12/2007), sur une analyse locale pour l'évaluation des facteurs d'influence à savoir : chutes de tension sur les réseaux HTA > 5% ; pourcentage de transformateurs HTA/BT avec une prise optimisée à 5% dans le modèle de calcul pour tenir compte de l'écart entre le modèle défini dans l'outil et la réalité des équipements sur le terrain ; un ratio entre le nombre de résidences secondaire recensé par l'INSEE et enregistré dans l'outil SIG et le nombre de réclamations avérées.

Chaque valeur de l'évaluation statistique et des facteurs d'influence est pondérée (exemple : CMA x 70 % ; chutes de tension HTA x 10 %) et correspond à un nombre de points ou « rangs » par département.

Cette méthode de calcul permet de déterminer un indice local défini comme la somme des « rangs » pondérés (divisés par 10) de chaque département (hors départements en dessus du seuil réglementaire). **7,47 pour les Alpes-Maritimes au titre de 2015 (4,21 pour 2013)**



## Analyse de la continuité globale de la fourniture d'électricité sur valeurs 2015

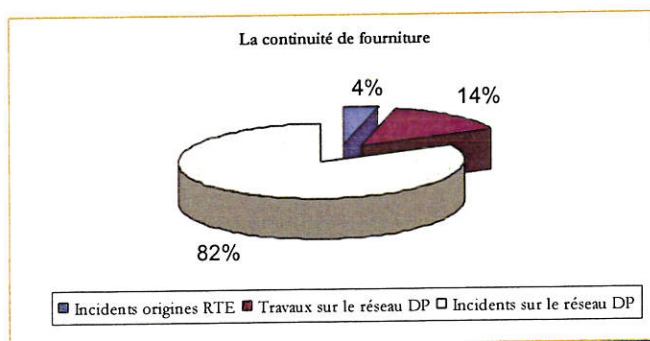
■ La **qualité de la continuité de fourniture** sur le territoire de la concession est notamment évaluée à partir d'un indicateur que le concessionnaire suit dans le temps : le **critère B**.

Cet indicateur mesure le temps, exprimé en minutes, pendant lequel un client alimenté en basse tension est en moyenne privé d'électricité, quelle que soit la cause de l'interruption de fourniture (travaux ou incident fortuit sur le réseau, incident en amont du réseau de distribution).

Temps exprimé en minutes	Durée moyenne totale annuelle de coupure				Source
	2012	2013	2014	2015	
Critère B HIX Concession Temps de coupure hors événements exceptionnels	53	47	50,2	82,5	
<b>Critère B Concession</b> Temps de coupure toutes causes confondues	52,8	47,3	50,9	141,2	177%
La continuité de fourniture	2012	2013	2014	2015	
Incidents origine RTE (réseau Transport)	1	4	4	3,3	
Incidents sur le réseau DP	41	33	34,9	67,9	(dont 52 mn sur HTA)
Travaux sur le réseau DP	11	11	11,5	11,5	



Répartition de la durée des coupures par origine (hors incidents exceptionnels)



L'augmentation du critère B en 2015 résulte :

- Événement exceptionnel : inondations du 3 octobre 2015 qui représentent près d'une heure de coupure par habitant

- Hors événements exceptionnels : hausse de 32 minutes due essentiellement à l'impact de l'incident du 24 février 2015 à Menton (11 500 clients coupés pendant près de 15 h soit 20 mn du critère B) ; La canicule de juillet 2015 a eu un impact important sur les réseaux HTA d'ancienne technologie (25 défauts recensés sur des jonctions de câbles souterrains soit 5 mn du critère B)

Au niveau national, toutes causes confondues et hors incidents sur le réseau de transport RTE, le temps de coupure moyen est évalué à 67 minutes (contre 97 minutes en 2013 - Les événements climatiques de 2013, dont quatre d'importance majeure, ont engendré à eux seuls un temps de coupure de 40 mn.)

Pour la valeur nationale du critère B hors événements exceptionnels et hors incidents sur le réseaux RTE (critère B HIX), le Temps de coupure moyen est évalué à 61 minutes

Continuité de l'alimentation	2015
Nombre de clients BT	504 634
Nombre de clients BT au-delà des seuils	18 434
Nombre de clients HTA	880
Nombre de clients HTA au-delà des seuils	35
soit	3,7%

Source ERDF



■ Les perturbations dans la continuité de fourniture et le nombre de clients affectés

**Coupures liées à des incidents**

	2014	2015	Variation (en %)
Nombre d'incidents HTA pour 100 km de réseau	6,2	7,0	12,2%
<i>Dont réseau aérien</i>	2,2	1,5	-33,0%
<i>Dont réseau souterrain</i>	2,1	2,8	31,3%
Nombre d'incidents BT pour 100 km de réseau	6,1	5,4	-11,7%
<i>Dont réseau aérien</i>	1,5	1,3	-9,2%
<i>Dont réseau souterrain</i>	2,1	1,6	-24,2%
Nombre de coupures sur incident réseau			
<i>Longues (&gt; à 3 min.)</i>	661	644	-2,6%
<i>Brèves (de 1s à 3 min.)</i>	523	315	-39,8%

**Coupures pour travaux**

	2014	2015	Variation (en %)
Nombre de coupures pour travaux	630	718	14,0%
<i>Nombre sur réseau BT</i>	281	311	10,7%
<i>Nombre sur réseau HTA</i>	349	407	16,6%
Temps moyen	12	11	-1,9%

**Nombre de clients BT**

	2014	2015	Variation (en %)
Affectés par plus de 6 coupures longues (> à 3 min.), toutes causes confondues	1 372	1 597	16,4%
<i>Dont nombre de clients BT affectés par plus de 6 coupures longues suite à incident situé en amont du réseau BT</i>	813	0	-100,0%
Affectés par plus de 30 coupures brèves (de 1 s à 3 min.), toutes causes confondues	0	0	-
Coupés pendant plus de 3 heures, en durée cumulée sur l'année, toutes causes confondues	41 463	83 719	101,9%
<i>Dont nombre de clients BT coupés plus de 3 heures, en durée cumulée sur l'année, suite à incident situé en amont du réseau BT</i>	24 943	64 120	157,1%
Coupés pendant plus de 6 heures consécutives, toutes causes confondues	10 603	42 713	302,6%

■ Les départs en contrainte de tension

■ Un départ BT est en contrainte de tension lorsqu'il comporte au moins un client pour lequel le niveau de tension à son point de livraison sort de la plage de variation admise par rapport à la tension nominale (+10% ou -10%).

■ Le tableau ci-joint présente le taux de départs BT de la concession en contrainte de tension ainsi que le taux de départs HTA desservant la concession pour lesquels il existe au moins un point de livraison HTA (poste HTA/BT ou client HTA) pour lequel la chute de tension est supérieure à 5% de sa tension contractuelle.

- nombre de départs présentant une chute de tension ;	2015	2014	2013
départ BT > 10%	0,7%	0,6%	0,8%
départ HTA > 5%	2,1%	2,8%	3,2%
- nombre de clients mal alimentés ;	3 022 (0,6 %)	2 251 (0,4 %)	2 433 (0,5 %)



- Éléments financiers de la concession : acheminement d'énergie

Produits d'exploitation détaillés (en k€)			
	2014	Pro forma 2014	2015
Recettes d'acheminement	164 975	165 214	167 561
Dont clients HTA	16 279	16 265	15 834
Dont clients BT ayant une puissance souscrite ≤ 36 kVA	123 333	124 361	125 493
Dont clients BT ayant une puissance souscrite > 36 kVA	26 286	25 870	26 397
Dont autres	-923	-1 282	-164
Recettes de raccordements et prestations	6 572	6 529	7 313
Dont raccordements	4 016	4 026	4 738
Dont prestations	2 556	2 503	2 575
Autres recettes	4 283	3 680	4 099
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>175 830</b>	<b>175 423</b>	<b>178 973</b>
Autres produits	20 792	19 461	22 446
Production stockée et immobilisée	11 803	11 338	12 777
Reprises sur amortissements et provisions	7 676	6 841	8 527
Autres produits divers	1 313	1 282	1 142
<b>Total des produits</b>	<b>196 622</b>	<b>194 884</b>	<b>201 419</b>
Charges d'exploitation détaillées (en k€)			
	2014	Pro forma 2014	2015
Consommation de l'exercice en provenance des tiers	84 791	77 792	79 572
Accès réseau amont	39 617	36 492	39 493
Achats d'énergie pour couvrir les pertes sur le réseau	15 807	14 030	13 601
Redevances de concession	361	361	364
Autres consommations externes	29 006	26 908	26 114
Matériel		6 564	7 527
Travaux		3 222	3 186
Informatique et télécommunications		3 249	2 688
Tertiaire et prestations		7 710	7 170
Bâtiments		4 803	4 690
Autres achats		1 360	853
Impôts, taxes et versements assimilés	10 907	10 918	10 895
Contribution au CAS FACE	6 228	6 228	6 119
Autres impôts et taxes	4 679	4 690	4 776
Charges de personnel	29 121	31 472	32 121
Dotations d'exploitation	35 893	35 179	37 656
Dotation aux amortissements DP	20 244	20 203	20 703
Dotation aux provisions DP	2 368	2 378	2 166
Autres dotations d'exploitation	13 281	12 598	14 787
Autres charges	3 942	3 638	6 376
Charges centrales	5 866	5 694	7 690
<b>Total des charges</b>	<b>170 520</b>	<b>164 693</b>	<b>174 310</b>
Total des produits - total des charges (en k€)			
	2014	Pro forma 2014	2015
Montant	26 103	30 191	27 109
Contribution à l'équilibre			

Source CRAC ERDF 2015



■ Synthèse de la valeur des ouvrages concédés au 31 décembre 2015

Ouvrages concédés en k€	valeur brute comptable	valeur nette comptable	valeur de remplacement	valeur brute comptable	valeur nette comptable	valeur de remplacement
	2 014	2 014	2 014	2 015	2 015	2 015
canalisations HTA/BT	505 956	288 312	715 834	519 780	291 311	725 024
Postes HTA/BT et transformateurs	107 146	38 853	154 172	113 769	41 191	160 149
branchements et comptages	194 935	111 151	245 723	195 381	111 309	242 437
autres biens	9 585	4 887	11 925	9 792	4 927	12 012
<b>Total</b>	<b>817 622</b>	<b>443 203</b>	<b>1 127 654</b>	<b>838 722</b>	<b>448 738</b>	<b>1 139 622</b>

- La valeur brute correspond à la valeur d'origine des ouvrages, évaluée à leur coût de production.
- La valeur nette comptable correspond à la valeur brute diminuée des amortissements industriels, pratiqués selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des ouvrages. Les principales durées d'utilité estimées par ERDF sont les suivantes :

canalisations HTA et BT : 40 à 50 ans (50 ans pour la BT aérienne torsadée)  
 postes HTA / BT et transformateurs : 30 ans à 40 ans (pour transfo HTA/BT)  
 branchements : 40 ans  
 dispositifs de comptage : 20 à 30 ans (NB : une modification du plan d'amortissement des installations de comptage pourra intervenir en fonction de l'évolution du déploiement des compteurs Linky)

- La valeur de remplacement représente l'estimation à fin 2013, du coût de remplacement d'un ouvrage à fonctionnalités et capacités identiques. Elle fait l'objet, au 31 décembre de l'exercice, d'une revalorisation sur la base d'indices spécifiques issus de publications officielles.

- **Synthèse des passifs du patrimoine concédé** : les passifs des concessions sont représentatifs des droits et obligations contractuels du cahier des charges.

- Les droits sur les ouvrages existants comprennent :

-- la contre valeur des biens : elle correspond à la valeur nette comptable des ouvrages concédés et matérialise l'obligation de retour des ouvrages au concédant.

-- le financement du concessionnaire non amorti (valeur nette comptable des financements ERDF) : il correspond à la part non amortie des apports nets d'ERDF, diminués des montants de provision pour renouvellement et d'amortissement du concédant affectés en droits du concédant lors des renouvellements et alors considérés comme des financements du concédant..

Droits sur les ouvrages existants en k€	2013	2014	2015
contre valeur des biens concédés	438 995	443 203	448 737
valeur nette comptable des financements ERDF	237 389	237 761	240 142

- Les droits sur les ouvrages à renouveler correspondent à l'amortissement du financement du concédant des biens pour lesquels ERDF est maître d'ouvrage du renouvellement. Le financement du concédant est défini comme les apports externes nets des concédants et des tiers. Ce montant est complété des montants de provision pour renouvellement et d'amortissement du financement du concédant affectés en financement du concédant lors des renouvellements. Pendant la durée de la concession, les droits du concédant sur les biens à renouveler se transforment donc, au remplacement effectif du bien, en droit du concédant sur les biens existants.

Droits sur les ouvrages futurs en k€	2013	2014	2015
amortissement du financement du concédant	129 743	136 239	142 739

- La provision pour renouvellement est assise sur la différence entre la valeur d'origine des ouvrages et leur valeur de remplacement. Elle est constituée sur la durée de vie des biens, pour les seuls ouvrages renouvelables avant le terme de la concession et pour lesquels ERDF est maître d'ouvrage du renouvellement. Elle vient compléter les charges d'amortissement industriel. **Pour mémoire : 2011-2012 nouvelles modalités de calcul et l'allongement de la durée de vie des ouvrages (BT et transfo cf tableau haut de page)**

Provision pour renouvellement en k€	2013	2014	2015
Provision	118 021	114 835	111 578



2015

Patrimoine de la concession ERDF

2014

	aérien	souterrain	aérien nu	Total en Km
Réseau HTA (20 000 V)	32,331	2 507,4	1 330,1	3 869,9
Réseau BT	3 414,0	3 506,6	172,2	7 092,8
Postes HTA/BT				6 102

	aérien	souterrain	aérien nu	Total en Km
	32,461	2 473,3	1 339,5	3 845,3
	3 240,6	3 478,6	179,9	6 899,0
				6 062

Electricité

161 communes 505 454 clients 10 962 Km de réseau DP

502 400 clients 10 744 Km de réseau DP

dont postes sur poteau	1070
dont postes cabines hautes	222
dont postes cabines basses	1342
postes type urbain	4930
postes type rural	1172

dont postes sur poteau	1077
dont postes cabines hautes	227
dont postes cabines basses	1338
postes type urbain	4896
postes type rural	1166

ouvrages par tranches d'âge

source CRAC ERDF 2015

	en km		en km		en nombre	
maille concession	réseau HTA		réseau BT		poste HTA/BT	
<= 10 ans	598	15,45%	807	11,66%	578	9,47%
> 10 ans et < 20 ans	795	20,54%	1 485	21,46%	873	14,31%
>= 20 ans et < 30 ans	1 205	31,13%	2 312	33,41%	1 857	30,43%
>= 30 ans et < 40 ans	628	16,22%	356	5,14%	1 271	20,83%
>= 40 ans	645	16,66%	1 961	28,33%	1 523	24,96%
	3 871	100,00%	6 921	100,00%	6 102	100,00%

ouvrages par tranches d'âge

source CRAC ERDF 2014

	en km		en km		en nombre	
maille concession	réseau HTA		réseau BT		poste HTA/BT	
<= 10 ans	566	14,72%	857	12,42%	572	9,44%
> 10 ans et <= 20 ans	927	24,10%	1 668	24,18%	978	16,13%
> 20 ans et <= 30 ans	1 120	29,12%	2 147	31,12%	1 836	30,29%
> 30 ans et <= 40 ans	641	16,67%	254	3,68%	1 268	20,92%
> 40 ans	592	15,39%	1 973	28,60%	1 408	23,23%
	3 846	100,00%	6 899	100,00%	6 062	100,00%

clients raccordés au réseau, consommation et recettes d'acheminement

source CRAC ERDF	2010	2011	2012	2013	2014	2015
nombre de clients pour toute la concession	487 956	492 097	496 256	499 137	502 400	505 454
dont clients aux tarifs réglementés	465 926	468 442	469 714	470 413	466 656	451 160
dont clients hors tarifs réglementés	22 030	23 655	26 542	28 724	35 744	54 294
Energie acheminée en GWh (1 GWh = 1 million kWh)	4 510	4 467	4 452	4 565	4 250	4 313
dont énergie vendue en GWh pour clients aux tarifs réglementés	4 175	4 178	4 051	4 110	3 821	3 556
dont énergie vendue en GWh pour clients hors tarifs réglementés	335	289	401	455	429	757
Recettes d'acheminement en M€	157,40	161,66	167,46	173,37	166,85	167,73



• **La conférence départementale** sur le bilan des réalisations et l'élaboration du programme prévisionnel d'investissements sur les réseaux de distribution d'électricité

■ Dans le cadre de cette conférence sont débattues les questions d'intérêt commun en matière de distribution d'électricité, notamment les investissements prévisionnels et l'évaluation de la qualité de l'électricité distribuée dans le département en application des dispositions du décret du 24 décembre 2007.

■ La conférence départementale s'est tenue, sous la présidence de Madame Véronique LAURENT-ALBESA, Sous-Préfète de Nice-Montagne, le 29 novembre 2016, en présence des représentants de la DDTM, des AODEs (la régie de GATTIERES, le SDEG 06 et la Métropole Nice Côte d'Azur), du concessionnaire ENEDIS et du Conseil Départemental (schéma directeur départemental d'aménagement numérique - programmes de travaux mutualisés).

Pour sa part, le SDEG 06 a présenté

Le bilan des investissements 2015

Les grands axes des orientations budgétaires (extension, renforcement et intégration des réseaux),

Programmes 2016 : 68 chantiers inscrits pour 7,3 millions d'euros

Programmes SDEG sur territoire Métropole NCA	Programme	Montant projet	NB de chantiers inscrits
	2016 dép - art 8	26 200,00 €	1
	2016 DPT	452 900,00 €	2
	2016 ENF	197 100,00 €	3
	2016 RENF	786 915,00 €	14
	2016 SECU	45 450,00 €	5
	EU ENV att de sub	1 123 600,00 €	3
		2 632 165,00 €	28
concession SDEG	2016 dép - art 8	1 600 562,32 €	6
	2016 DPT	922 500,00 €	2
	2016 ENF	359 700,00 €	2
	2016 EXT	510 595,00 €	4
	2016 RENF	972 000,00 €	16
	2016 SECU	71 205,00 €	8
	ER ENV att de sub	277 700,00 €	2
		4 714 262,32 €	40
<b>total</b>		<b>7 346 427,32 €</b>	<b>68</b>

Programme d'investissements prévisionnel à moyen et long terme

communes rurales	Montant projet	Nb de projets
SDEG	2 296 700,00 €	16
NCA	1 203 900,00 €	8
communes urbaines	Montant projet	Nb de projets
SDEG	3 619 300,00 €	16
NCA	1 073 500,00 €	5

Les fiches problèmes traitées

<b>TOTAL</b>	<b>1 700 600,00 € 37 dossiers</b>
dont	1 230 500,00 € 27 dossiers concession SDEG
	470 100,00 € 10 dossiers Métropole Nice Côte d'Azur

et a remis, en séance, les listes détaillées des chantiers.

❖ Les opérations d'amélioration énergétique des installations d'éclairage public et notamment de remplacement des lampes à vapeur de mercure ou Ballons Fluo se poursuivent

15 communes sur le programme EP 2015,

19 communes sur le programme EP 2016

Solutions préconisées : équipement d'adaptation aux installations existantes aussi souvent que possible ou remplacement et nouvelles lampes à LED ou Sodium Haute Pression.



La convention tripartite relative à l'usage des supports du réseau public de distribution d'électricité basse tension BT et haute tension HTA aériens pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques a été signée en date du 27 avril 2016 entre

Le concessionnaire ERDF (distributeur devenu ENEDIS en juin 2016) représenté par Monsieur Bernard MOURET, Directeur ERDF Côte d'Azur  
L'opérateur ORANGE de communications électronique et maître d'ouvrage représenté par Monsieur Laurent LONDEIX en sa qualité de Délégué régional Orange Provence Côte d'Azur,  
L'autorité organisatrice de la distribution le SDEG 06 (propriétaire des réseaux) représenté par son président Monsieur Robert VELAY.



Dans le cadre des dispositions réglementaires pour le déploiement de la fibre optique et du Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes Maritimes, l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité et le distributeur autorisent conjointement l'opérateur de communications électroniques à établir ou faire établir ainsi qu'à exploiter, dans les conditions techniques et financières définies par convention, un réseau de communications électroniques sur les réseaux publics de distribution d'électricité basse tension BT et haute tension HTA desservant les communes incluses dans le périmètre de compétence du Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz des Alpes-Maritimes.

- L'article L.45-9 du Code des postes et des communications électroniques et l'article 3 du cahier des charges de distribution publique d'électricité annexé au Contrat de concession de la distribution publique d'électricité signée entre le Distributeur et l'AODE, autorisent l'installation sur le réseau concédé d'ouvrages pour d'autres services tels que des services de communications électroniques sous réserve de la signature d'une convention entre le Maître d'Ouvrage du projet, l'Opérateur chargé de l'établissement et de l'exploitation des ouvrages concernés, le Distributeur et l'AODE.

- La possibilité pour l'Opérateur ou le Maître d'Ouvrage d'installer des équipements de communications électroniques sur le réseau public de distribution d'électricité est cependant fonction des disponibilités techniques existantes et des contraintes d'exploitation de ce réseau. Celui-ci est et demeure affecté au service public de la distribution d'énergie électrique. En outre, il ne doit en toutes hypothèses en résulter pour le Distributeur ni augmentation de ses charges financières, ni trouble dans son exploitation, notamment dans le cas visé par l'article L.2224-35 du Code général des collectivités territoriales et dans le cas visé par l'article L.49 du CPCE.

**Ainsi, les Parties s'engagent :**

D'une part à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du Réseau public de distribution d'électricité et les activités d'installation, puis d'exploitation du Réseau de communications électroniques.

D'autre part à ce que l'utilisation du Réseau public de distribution d'électricité pour l'établissement et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques n'ait pas d'impact négatif sur la qualité des prestations assurées aux utilisateurs du Réseau public de distribution électrique.







## Le programme « article 8 »

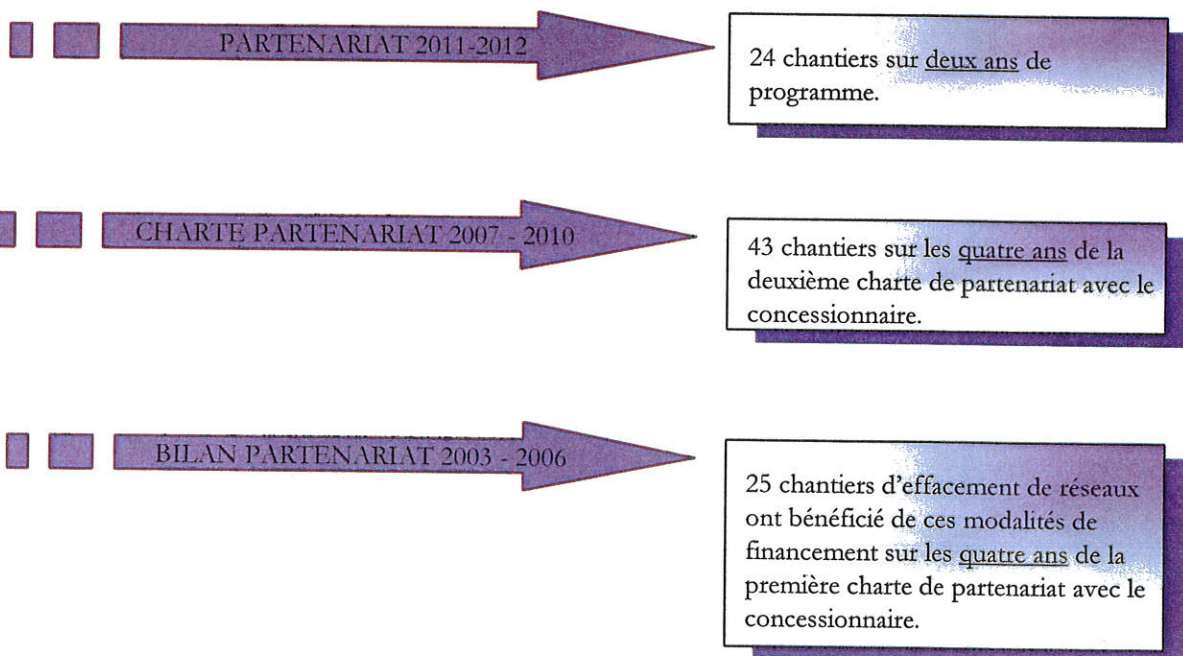
■ Le partenariat, entre ENEDIS et le SDEG, dans le cadre de l'esthétique des réseaux (article 8 du Cahier des Charges de Concession) permet de pérenniser les actions engagées depuis 2003 sur les opérations de dissimulation des réseaux électriques basse tension existants sous maîtrise d'ouvrage de notre syndicat dans les communes urbaines.

- Taux de participation d'ENEDIS 40 % du total HT des travaux éligibles
- Plafond annuel de contribution d'ENEDIS 770 000 €
- Aide financière globale par projet jusqu'à 60 %

■ Ce dispositif offre la possibilité de financer 1,9 M € HT soit 2,3 M € TTC par an de travaux de dissimulation, au bénéfice des communes urbaines, avec des aides allant jusqu'à 60 % de leur coût total hors TVA. En effet, le financement d'un projet d'effacement de réseaux sur une commune urbaine s'établit comme suit :

- 40 % du coût HT des travaux au titre de la participation d'ENEDIS (article 8)
- 10 % du coût HT des travaux au titre de la participation du Département des Alpes-Maritimes
- 10 % du coût HT des travaux au titre de la participation du SDEG 06
- 40 % du total HT de l'opération restent à la charge de la commune urbaine.
- La TVA est remboursée directement par le concessionnaire.

partenariat	inscriptions chantiers	Chantiers réceptionnés	Travaux en cours
dép - art 8 / 2013	17	15	2
dép - art 8 / 2014	15	8	7
dép - art 8 / 2015	8	1	7
dép - art 8 / 2016	12	0	12
	52	24	28





■ Les entreprises adjudicataires des marchés

Chaque chantier est réalisé après la mise en œuvre d'une procédure d'appel d'offres ouvert. Il en va de même pour les services de maintenance et de réparation des installations d'éclairage public.

■ En interne

Président : Monsieur Robert Velay

Directeur : Monsieur Marc Martini

**Le fonctionnement décisionnel :** Les réunions du Bureau (sur convocation) et du Comité (3 fois par an) du Syndicat. Chaque commune désigne un délégué (+ un suppléant) qui siège au Comité, assemblée délibérante du SDEG. Le Comité élit, tous les 6 ans, un Bureau composé de 18 membres dont un président. Le Bureau met en œuvre les décisions du Comité et pilote le Syndicat dans l'accomplissement de ses missions.

Le Bureau ainsi que la Commission d'Appel d'Offres ont été constitués en réunion du Comité du 17 septembre 2014 (délibération exécutoire au 25 septembre 2014).

**Le Bureau syndical**

NOM		Titre	Commune
VELAY	Robert	Président	Maire
AIRAUT	Christian	1er Vice Président	Conseiller Municipal
THAON	Jean	2ème Vice Président	Maire
MURATORI	Angèle	3ème Vice Président	Adjointe au Maire
MASCARELLI	Jean-Pierre	4ème Vice Président	Vice Président de la CASA
GINESY	Charles - Ange	5ème Vice Président	Deputé des Alpes Maritimes
LORENZI	Jean-Marie	Secrétaire	Conseiller Général
SPINELLI	Jean-François	Membre	Maire
VERAN	Antoine	Membre	Maire
LEVET	Michel	Membre	Adjoint au Maire
DECARLIS	Maurice	Membre	Délégué
VARRONE	Jacques	Membre	Maire
AVE	Alain	Membre	Conseiller Municipal
SCALZO	Patrick	Membre	Adjoint au Maire
LAYET	Huguette	Membre	Maire
TORTAROLO	Jean-Marie	Membre	1er Adjoint au Maire
LOTTIER	Michel	Membre	Maire
VASSALLO	Jean-Pierre	Membre	Vice Président du SILCEN
			Vice Président CC Pays des Pailions
			Vice Président de la CARF
			Maire

**La Commission d'Appel d'Offres** dont le fonctionnement était régi par les articles 22 et 23 du Code des Marchés Publics jusqu'au 31/03/2016. (composition et fonctionnement absents du Décret 2016 relatif aux marchés publics → Article 101 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 relative aux marchés publics – Articles L1414-1 à -4 du Code Général des Collectivités Territoriales)

- le président + 5 membres + 5 suppléants

NOM	Titre	Titulaire ou Suppléant
VELAY Robert	Président du SDEG	T
MASCARELLI Jean-Pierre	Maire de PUGET-THENIERS	T
AIRAUT Christian	Vice Président du SDEG	T
DECARLIS Maurice	Conseiller Municipal de SAINT MARTIN VESUBIE	T
AVE Alain	Délégué de VILLARS SUR VAR	T
RAYBAUDI Roland	Conseiller Municipal	T
SPINELLI Jean-François	Délégué de MANDELIU LA NAPOULE	T
VARRONE Jacques	Adjoint au Maire	T
VERAN Antoine	Délégué de MOUANS SARTOUX	T
ARDISSON Marcel	Maire de CASTAGNIERS	S
DIETERICH Jean-François	Maire d'AURIBEAU SUR SIAGNE	S
	Maire de LEVENS	S
	Conseiller Municipal	S
	Délégué de TOURRETTE LEVENS	S
	Maire de ST JEAN CAP FERRAT	S





## Le fonctionnement opérationnel :

- ✱ Un directeur
- ✱ Deux équipes : administrative (7 agents) et technique (5 agents)

## Le service administratif :

Accueil – secrétariat administratif  
Secrétariat général et de direction  
Secrétariat technique  
Budget – comptabilité - paye  
Affaires juridiques - carrières - communication

Le service technique est organisé en cinq pôles d'activités pour assurer une répartition cohérente des tâches et améliorer la gestion des chantiers.

- ✱ les travaux d'électrification rurale (renforcement, extension, sécurisation, dissimulation)
- ✱ les extensions pour raccordements
- ✱ les travaux d'éclairage public (création, aménagement, rénovation, mise en valeur) et les services d'entretien de l'éclairage public,
- ✱ les travaux de grande envergure (tous programmes confondus notamment les grands travaux d'enfouissement de réseau en coordination avec NCA et les communes urbaines) et les travaux gaz.
- ✱ l'assistance aux responsables des travaux (gestion des besoins techniques, fiches problèmes, gestion des plans de réseaux, préparation des dossiers techniques, gestion des demandes de dessertes et des réponses aux DT/DICT)

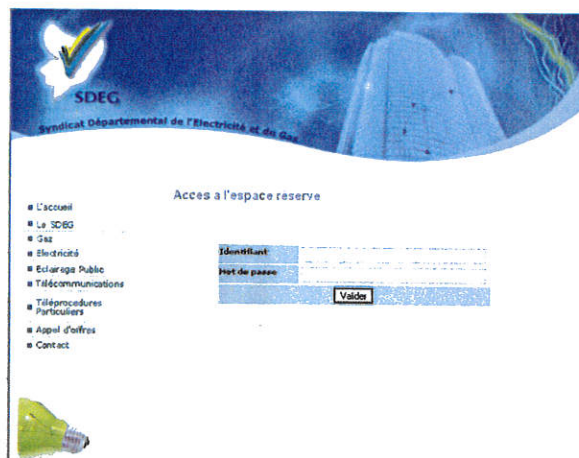
## La communication externe :

- L'objectif de la « Lettre du SDEG » est de mieux faire connaître le mode de fonctionnement du Syndicat et ses activités.
- La mise en place de cette parution trimestrielle a permis l'amélioration de la communication pour vous informer sur les actualités et évolutions réglementaires dans le secteur de l'énergie, les actions et missions du SDEG 06, les réalisations dans vos communes.

LA LETTRE DU



- Le site Internet du SDEG , (1) partie publique [www.sdeg06.fr](http://www.sdeg06.fr)  
(2) partie réservée [www.sdeg06.fr/extranet](http://www.sdeg06.fr/extranet),  
les possibilités de financement, les procédures, le suivi régulier des chantiers, des documents ponctuels, les documents d'appel d'offres, ...





■ Les collectivités territoriales peuvent bénéficier d'aides financières pour la réalisation de travaux de développement des réseaux publics de distribution d'électricité et du réseau d'éclairage public. Des taux de subventionnement ont été déterminés, en fonction du type de travaux envisagés en commune rurale ou urbaine par les organismes décisionnaires en matière d'attribution des crédits.

## • Le CAS FACE

**Compte d'Affectation Spécial « Financement des aides aux Collectivités Territoriales pour l'Electrification Rurale ».**

Le CAS FACE a pour mission d'apporter une aide financière aux collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération, maîtres d'ouvrage des travaux de développement des réseaux publics de distribution d'électricité **dans le cadre du régime d'électrification rurale**. Les aides du FACE sont financées par les contributions annuelles des gestionnaires des réseaux publics de distribution dont l'assiette correspond au nombre de kilowattheures distribués à partir des ouvrages en exploitation en basse tension.

Les subventions consenties par le CAS FACE couvrent **80 % maximum de la dépense éligible HORS TAXES** :

Programme principal :

- Sous-programmes « **extension** » et « **renforcement** » des réseaux
- Sous-programme « **enfouissement** » d'intégration des réseaux
- Des actions spécifiques de résorption des fils nus au titre des sous-programmes « **sécurisation des fils nus** » et « **sécurisation des fils nus faible section** ».

Programme spécial :

- D'installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables réalisées en sites isolés en substitution d'extensions de réseaux (Programme spécial EnR) – le montant total des travaux est plafonné en fonction des critères d'éligibilité et à 18 €/Wc
- D'actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE)

## • Le Département des Alpes-Maritimes

Les opérations d'amélioration de l'éclairage public ainsi que les travaux de dissimulation des réseaux de distribution publique d'électricité sont subventionnés par le Conseil Général selon la réglementation des aides aux collectivités locales en tenant compte de la règle des quatre dossiers par commune et des impératifs de maîtrise de l'énergie.

Dans ce cadre, le SDEG a formalisé un cahier des charges sur les économies d'énergie, qui fait désormais partie intégrante du dossier d'appel d'offres et permet de mettre en exergue, dans chaque étude et demande de subvention, les techniques et pistes d'amélioration proposées.

- Eclairage Public : barème départemental,
- Dissimulation des réseaux pour les communes rurales et pour les communes urbaines : de 10 % à 70 % du coût HT des travaux.

## • Électricité Réseau Distribution France – ENEDIS

Au titre de l'intégration des ouvrages dans l'environnement, en application de l'article 8 du cahier des charges de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique, ERDF participe à raison de 40 % du coût hors TVA au financement de travaux d'amélioration esthétique des ouvrages de la concession, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du SDEG. (subvention plafonnée à 770 k€ soit un programme annuel de travaux aidés de 1,9 k€ HT mis à disposition des communes urbaines)

LA TURBIE



ANTIBES





- Les secteurs d'intervention selon les modalités de financement par type de travaux : en 2016

- Travaux sur les réseaux électriques BT, HTA en zone rurale

- Extension pour branchement 13,9 % du volume des travaux
- Extension, renforcement, sécurisation 23,5 % du volume des travaux

- Travaux d'éclairage public en zones rurales et urbaines

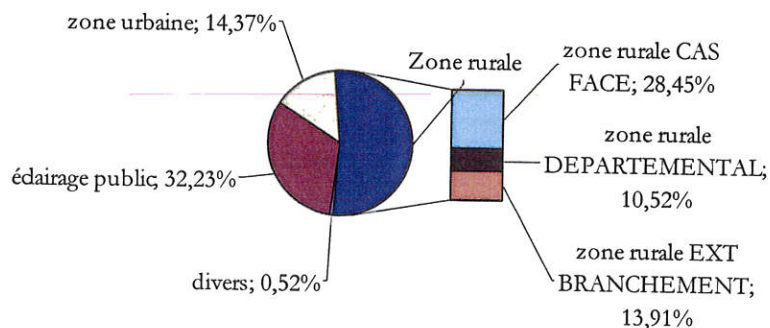
- Amélioration, extension du réseau EP 32,23 % du volume des travaux

- Travaux sur les réseaux électriques en zones rurales et urbaines

- Intégration des réseaux dans l'environnement 29,8 % du volume des travaux

	2016	% du total	2015	% du total	2014	% du total
Opérations	Investissements	des invest°	Investissements	des invest°	Investissements	des invest°
Département + ENEDIS article 8	763 405,37 €	14,28%	1 143 256,07 €	26,3%	672 189,61 €	13,9%
Département zone urbaine	4 543,00 €	0,08%	2 369,90 €	0,05%	0,00 €	0,0%
<b>sous-total urbain</b>	<b>767 948,37 €</b>	<b>14,37%</b>	<b>1 145 625,97 €</b>	<b>26,4%</b>	<b>672 189,61 €</b>	<b>13,9%</b>
Département zone rurale	562 374,84 €	10,52%	284 871,25 €	6,6%	167 087,91 €	3,5%
CAS FACE "Ext et Renf"	1 227 863,22 €	22,97%	661 548,71 €	15,2%	1 266 643,47 €	26,2%
CAS FACE "Environnement"	262 051,79 €	4,90%	495 733,56 €	11,4%	604 251,77 €	12,5%
CAS FACE "Sécurisation"	29 538,32 €	0,55%	70 193,62 €	1,6%	115 122,45 €	2,4%
CAS FACE EnR photovoltaïque	1 153,80 €	0,02%			43 314,68 €	0,9%
Extension p/ branchements	743 657,81 €	13,91%	933 873,48 €	21,5%	953 715,32 €	19,7%
<b>sous-total rural</b>	<b>2 826 639,78 €</b>	<b>52,88%</b>	<b>2 446 220,62 €</b>	<b>56,3%</b>	<b>3 150 135,60 €</b>	<b>65,2%</b>
Eclairage Public	1 722 948,90 €	32,23%	380 645,68 €	8,8%	488 670,35 €	10,1%
Divers	27 950,00 €	0,52%	374 838,29 €	8,6%	530 664,46 €	11,0%
<b>total</b>	<b>5 345 487,05 €</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 347 330,56 €</b>	<b>100%</b>	<b>4 841 660,02 €</b>	<b>100%</b>
<b>TVX uniquement</b>	<b>5 345 487,05 €</b>		<b>4 347 330,56 €</b>		<b>4 841 660,02 €</b>	

Investissements 2016





Conformément au cahier des charges de **concession pour la distribution de l'énergie électrique** et en contrepartie des dépenses supportées par l'autorité concédante au bénéfice du service public, ENEDIS s'est engagé au versement annuel d'une **redevance de concession** constituée de deux parts :

## La redevance de fonctionnement R1

Destinée à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux.

A ce titre, les sommes versées par ENEDIS s'élèvent à :

- 367 202 € en 2016
- 364 398 € en 2015
- 360 693 € en 2014

Formule de calcul de la R1

$$R1 = [75L_{cr} + 0,7P_{cr}] \times Cr + (75L_{cu} + 0,7P_{cu}) \times Cu \times (1 + P_c/P_d) \times (0,01D + 0,75) \times (0,15 + 0,85ING/ING^0) / 6,55957$$

Lors de la réunion du Comité Syndical du 16 décembre 2016, Monsieur Hervé PAUL, Président de l'Eau, l'Assainissement et l'Energie à la Métropole Nice Côte d'Azur, nous a fait part du résultat des négociations qu'il a menées auprès de la Fédération Nationales des Collectivités Concédantes et Régies, FNCCR, à savoir la modification de l'assiette de calcul de cette redevance de fonctionnement qui doit prévoir le remplacement du ratio actuel « population de la concession / population du Département » par le ratio « population de la concession / (population du Département – population de la Métropole) » et ce, pour éviter que les syndicats d'énergie qui incluaient une métropole ne subissent une trop forte baisse de la part R1 de redevance.

## La redevance d'investissement R2

Destinée à financer certaines dépenses d'investissements effectuées par l'autorité concédante sur les réseaux électriques. Cette redevance n'a pas été versée au titre des années 2011 à 2015, l'affaire a été portée devant le Tribunal Administratif par ERDF. Au titre de l'exercice 2011 et suite au Jugement du TA de Nice du 25/09/2015, une somme de 535 475 euros a été versée par le concessionnaire. Décision portée en appel – Pour mémoire : 787 694 € pour 2010; 1 215 994 € pour 2009.

## Les éléments du patrimoine -- 2015

Gaz

6 communes 1136 clients 64,278 Km de réseau DP

	2015
nb de points de livraison	1 136
quantité acheminée en MWh	29 199
recettes d'acheminement	354 647,00 €

source CRAC GRDF 2015

La redevance de fonctionnement R1 est destinée à financer les dépenses annuelles de structure liées à l'accomplissement des missions de contrôle, de conseil et de coordination des travaux.

A compter de 2015, la baisse de la redevance R1 soit – 42 % par rapport à 2014, correspond à la sortie de la concession des 5 communes NCA (Aspremont, Falicon, Levens, La Roquette sur Var, Tourrette Levens)

	R1 2013	R1 2014	R1 2015	R1 2016
nbre de communes	16 498,36 €	16 720,60 €	9 680,80 €	9 784,14 €
population totale concession	11	11	6	6
nombre de clients	31 661	31 848	17 417	17 619
	1 319	1 320	1136	1136

Compte d'exploitation	2015
Recettes de concession en euros HT	
recettes d'acheminement de gaz	354 647,00 €
recettes hors acheminement : raccordements, prestations facturées à l'acte, déplacements d'ouvrages, ...	24 000 €
Charges de concession en euros HT	
charges totales d'exploitation	189 500 €
dont charges de main-d'œuvre	79 600 €
dont achats externes	18 100 €
dont redevances	13 300 €
dont charges autres (impôts, taxes, etc)	4 600 €
dont autres charges d'exploitation	61 000 €
contribution des fonctions centrales mutualisées	12 900 €

L'acheminement du gaz depuis le réseau de transport jusqu'au consommateur final s'effectue par le réseau de distribution, le **patrimoine concédé**, constitué des principaux éléments suivants : les **postes de détente** réseau ou client permettant de baisser la pression du gaz naturel jusqu'à un niveau compatible avec l'utilisation des différentes clientèles (industriels, professionnels, habitat), les **canalisations** assurant l'alimentation des postes de détente jusqu'aux **branchements** reliés à l'installation privative du client final. Les **conduites montantes**, dans un immeuble, alimentent les branchements individuels situés aux différents niveaux.

2 postes de détente de distribution publique sur la concession



- Sur la **section de fonctionnement du CA 2016**, les réalisations sur l'exercice 2016 sont les suivantes :

● Dépenses : 4 631 865,83 €

- 13 % des dépenses réalisées sur la section de fonctionnement du compte administratif 2016 correspondent aux mandatements liés à l'entretien de l'éclairage public des communes ayant adhéré à cette compétence et aux illuminations de fin d'année, soit un montant global de 603 042,44 €.

12,28%	568 796,75 €	entretien EP
0,74%	34 245,69 €	illuminations
13,02%	603 042,44 €	total

En 2015, sur 5,4 M€ réalisés sur la section de fonctionnement, les dépenses liées à l'entretien de l'éclairage public et aux illuminations s'élevaient à 609 327,47 € soit 11,3 % des dépenses réalisées.

- Les charges financières à savoir essentiellement les intérêts des emprunts (avance de la part communale) constituent le deuxième poste des dépenses de fonctionnement pour un montant total de 504 119,27 € soit 10,88 % des dépenses de fonctionnement  
609 414,82 € soit 11,29 % des réalisations sur l'exercice 2015

- Les charges de personnel, à savoir 654 510,44 € (662 800,65 € en 2015 et 650 690,96 € en 2014), représentent 14,13 % des dépenses de la section de fonctionnement. Les coûts de fonctionnement, soit en moyenne 11,75 % des dépenses sur cette section sur les quatre derniers exercices, demeurent faibles au regard des services fournis aux communes membres.

charges de personnel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
des dépenses de fonct'	18,56%	18,75%	12,32%	8,93%	11,64%	12,28%	14,13%

- Conformément aux délibérations des 22 juin et 22 septembre 2015, le SDEG 06 perçoit en lieu et place des communes soumises au régime rural d'électrification la taxe sur la consommation finale d'électricité sur un coefficient global de 8,50. **Le SDEG reverse une part correspondant à un coefficient de 7 à chaque commune concernée, soit un montant global reversé de 2,3 M € en 2016 au titre du 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 et des 2 premiers trimestres de 2016 (le 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 a été reversé aux communes sur l'exercice 2017).**

● Recettes : 8 139 049,31 €

- Participations des communes 3 835 924,95 €

Cotisations 3 ‰ p/ travaux des 5 dernières années  
Annuités d'emprunts  
Entretien éclairage public  
Illuminations de Noël

- ❖ Honoraires syndicaux sur opérations d'investissement 140 635,23 € soit 1,73 %

- Le recouvrement de la taxe sur la consommation finale d'électricité, **coefficient de 1,50** conservé par le syndicat, soit 1 302 084 €, représente 16 % du total des recettes de fonctionnement du SDEG 06 sur l'exercice 2016 (l'augmentation de ce pourcentage est liée au reversement sur l'exercice 2017 de la TCFE du 3<sup>ème</sup> trimestre 2016) (7,57 % en 2015 ; 6,99 % en 2014) (cf tableau CA 2016 et graphes).

**Assiette** : volumes d'énergie consommée

**Calcul** : produit du tarif établi en fonction de la puissance souscrite au point de livraison par le coefficient

**Tarif de la taxe** : 0,75 € / MWh si la puissance souscrite au point de livraison est ≤ 36 kVA.

pour une puissance souscrite au point de livraison supérieure à 36 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA, le tarif des consommations professionnelles est de 0,25 € / MWh.

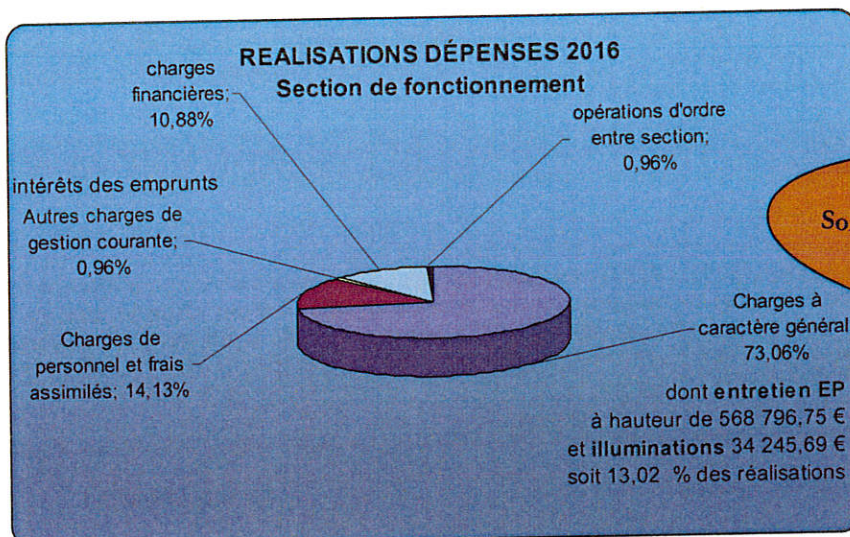
au-delà de 250 kVA, les consommations restent exonérées de ces taxes pour relever de la nouvelle taxe intérieure sur les consommations finales d'électricité perçue au bénéfice du budget de l'Etat (Code des Douanes).

**Rémunération du fournisseur** : fixée à 1% du montant de la taxe reversée.

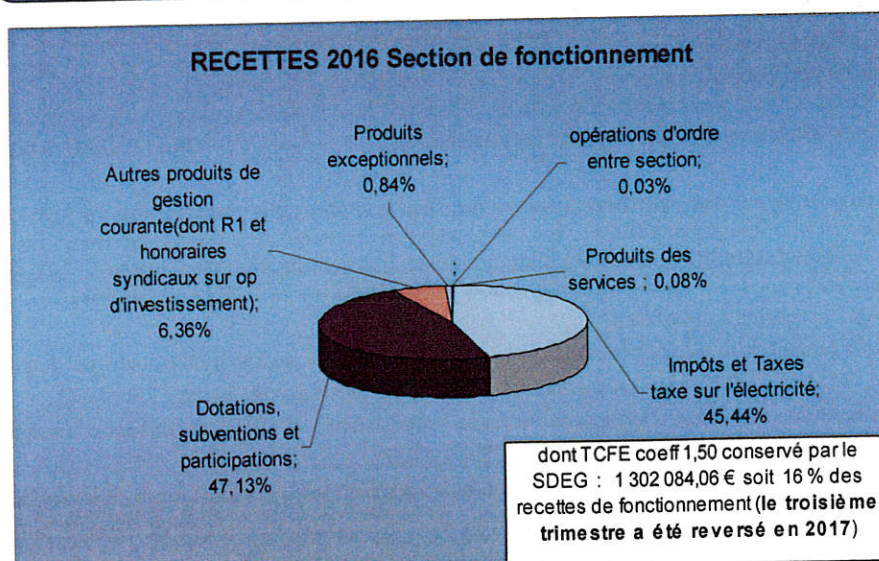


■ Vue d'ensemble du CA 2016 par chapitre – section de fonctionnement

Chapitre	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	Crédits Annulés
	<b>DÉPENSES</b>	<b>9 270 845,67</b>	<b>4 631 865,83</b>	<b>4 638 979,84</b>
011	Charges à caractère général	5 783 100,00	3 384 232,98	2 398 867,02
012	Charges de personnel et frais assimilés	823 400,00	654 510,44	168 889,56
65	Autres charges de gestion courante	71 000,00	44 420,58	26 579,42
66	charges financières	511 582,63	504 119,27	7 463,36
67	Charges exceptionnelles	12 000,00	0,00	12 000,00
68	Dotations aux amortissements et provisions			0,00
22	Dépenses imprévues	10 000,00		10 000,00
023	Virement à la section d'investissement	2 015 180,48		
042	opérations d'ordre entre section	44 582,56	44 582,56	
	<b>RECETTES</b>	<b>9 327 768,36</b>	<b>8 139 049,31</b>	<b>1 188 719,05</b>
013	Atténuation de charges	12 371,10	12 452,47	
70	Produits des services	10 000,00	6 405,00	3 595,00
73	Impôts et Taxes taxe sur l'électricité	3 900 840,60	3 698 546,52	202 294,08
74	Dotations, subventions et participations	4 700 000,00	3 835 924,95	864 075,05
75	Autres produits de gestion courante(dont R1 et hor	639 009,76	517 621,37	121 388,39
76	Produits financiers			0,00
77	Produits exceptionnels	65 546,90	68 099,00	-2 552,10
042	opérations d'ordre entre section			0,00
002	Excédent de fonctionnement reporté	14 463 235,17		



28 265 points lumineux gérés en 2016  
Soit un coût d'entretien moyen de 20,12 € TTC par foyer





- Sur la section d'investissement du CA 2016, les réalisations sur l'exercice 2016 sont les suivantes :

Recettes : 6 170 577,22 €

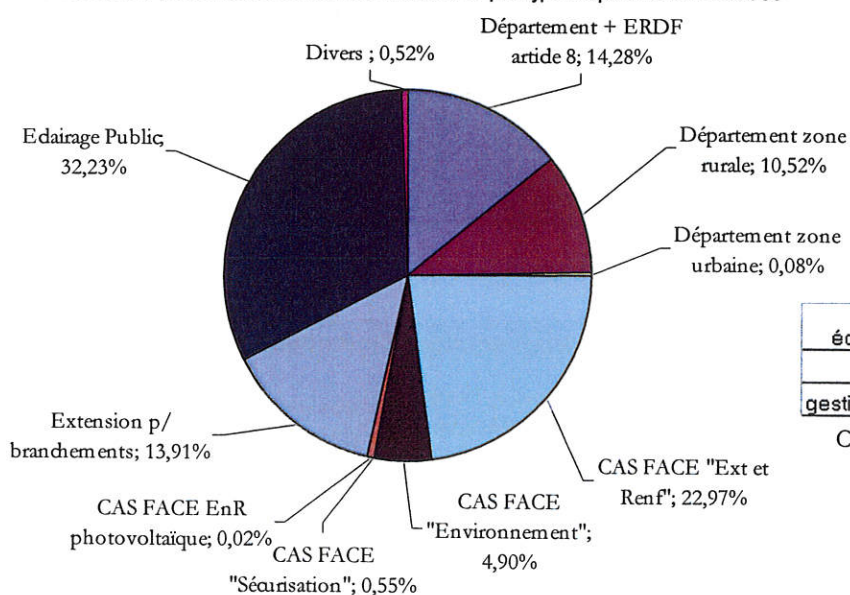
- Les subventions d'investissements représentent 24,31 % des recettes de cette section

Dépenses : 8 101 300,64 €

- Au cours de l'année 2016 le SDEG 06 a effectué 5,3 millions d'euros d'investissements en travaux (4,8 M€ en 2014 et 4,3 M € en 2015) répartis de la façon suivante en fonction du type de travaux exécutés et des programmes de financements :

	2016		2015	
Opérations	Investissements		Investissements	
Département + ERDF article 8	763 405,37 €	14,28%	1 143 256,07 €	26,3%
Département zone rurale	562 374,84 €	10,52%	284 871,25 €	6,6%
Département zone urbaine	4 543,00 €	0,08%	2 369,90 €	0,05%
CAS FACE "Ext et Renf"	1 227 863,22 €	22,97%	661 548,71 €	15,2%
CAS FACE "Environnement"	262 051,79 €	4,90%	495 733,56 €	11,4%
CAS FACE "Sécurisation"	29 538,32 €	0,55%	70 193,62 €	1,6%
CAS FACE EnR photovoltaïque	1 153,80 €	0,02%		0,0%
Extension p/ branchements	743 657,81 €	13,91%	933 873,48 €	21,5%
Eclairage Public	1 722 948,90 €	32,23%	380 645,68 €	8,8%
Divers	27 950,00 €	0,52%	374 838,29 €	8,6%
<b>investissements travaux</b>	<b>5 345 487,05 €</b>		<b>4 347 330,56 €</b>	

Répartition des investissements travaux 2016 par type d'opérations réalisées



total op. équipement	5 363 959,54 €
travaux	5 345 487,05 €
gestion sdeg	18 472,49 €

Cf récap CA page suivante

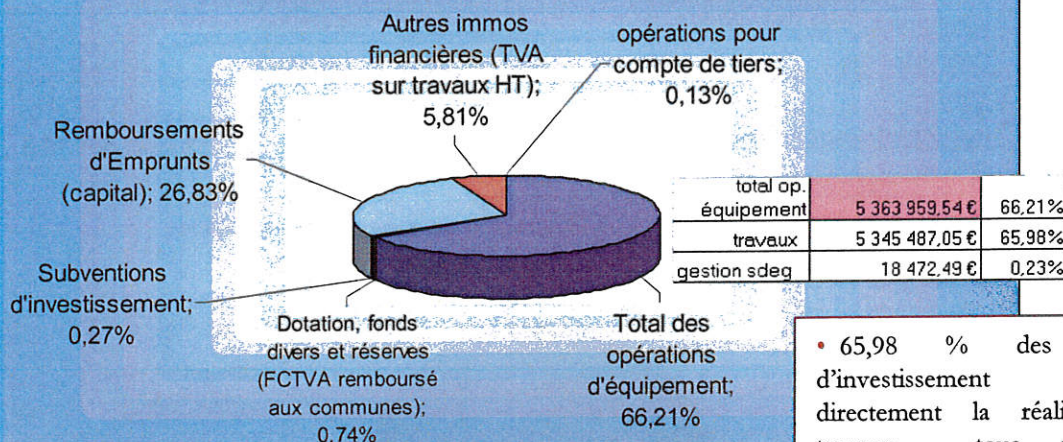
- 26,8 % des dépenses d'investissements 2016 couvrent le remboursement des emprunts (en capital) contractés pour l'accomplissement des travaux. (29,6 % en 2014 et 30,4 % en 2015)



■ Vue d'ensemble du CA 2016 par chapitre – section d'investissement

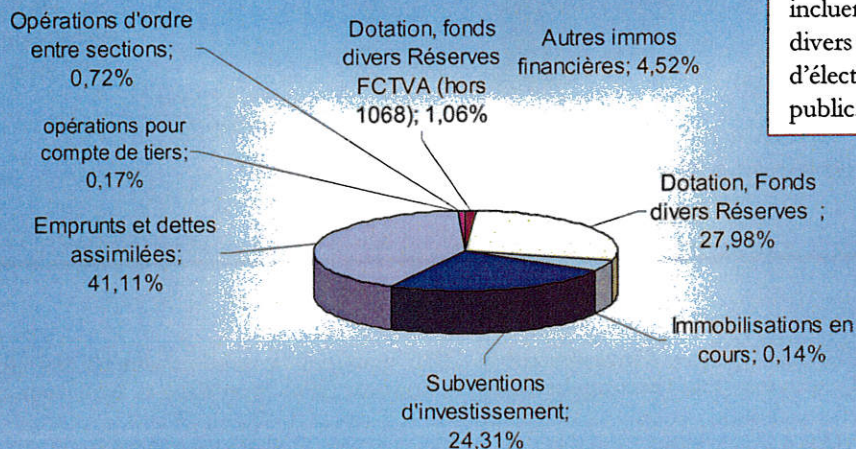
Chapitre	Libellés	Crédits ouverts	Réalisations	restes à réaliser	Crédits Annulés
	<b>DÉPENSES</b>	<b>49 952 809,42</b>	<b>8 101 300,64</b>	<b>41 851 508,78</b>	<b>0,00</b>
	Total des opérations d'équipement	39 674 430,80	5 363 959,54	34 310 471,26	
10	Dotation, fonds divers et réserves (FCTVA remboursé au	121 250,30	59 828,80	61 421,50	0,00
13	Subventions d'investissement	162 730,95	22 241,92	140 489,03	
16	Remboursements d'Emprunts (capital)	2 173 767,35	2 173 767,35	0,00	
2051	Immobilisations incorporelles			0,00	
27	Autres immos financières (TVA sur travaux HT)	5 370 344,00	470 865,02	4 899 478,98	
45-1	opérations pour compte de tiers	2 450 286,02	10 638,01	2 439 648,01	
040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00		
001	Déficit d'investissement reporté	10 877 382,66			
	<b>RECETTES</b>	<b>60 830 192,08</b>	<b>6 170 577,22</b>	<b>52 644 434,38</b>	<b>2 015 180,48</b>
138	Subv d'invest Part R2 redevance concession	1 557 206,13		1 557 206,13	
10	Dotation, fonds divers Réserves FCTVA (hors 1068)	136 410,59	65 617,00	70 793,59	
1068	Dotation, Fonds divers Réserves	1 726 476,23	1 726 476,23		
27	Autres immos financières	5 597 200,82	278 602,22	5 318 598,60	
024	Produits des cessions	-17 266,67		-17 266,67	
23	Immobilisations en cours		8 551,40	-8 551,40	
13	Subventions d'investissement	31 583 343,84	1 499 841,75	30 083 502,09	
16	Emprunts et dettes assimilées	15 740 674,97	2 536 677,21	13 203 997,76	0,00
45-2	opérations pour compte de tiers	2 446 383,13	10 228,85	2 436 154,28	
40	Opérations d'ordre entre sections	44 582,56	44 582,56		
021	Virement de la section de fonctionnement	2 015 180,48			

DEPENSES 2016 section d'investissement



• 65,98 % des dépenses d'investissement concernent directement la réalisation des travaux tous programmes confondus.

RECETTES 2016 section d'investissement



• Les recettes d'investissement incluent les subventions liées aux divers programmes de travaux d'électrification et d'éclairage public.



## ■ présentation générale du budget – exercice 2016 – CA 2016

Les principaux postes de dépenses sont directement affectés à la réalisation des travaux : investissements nécessaires à l'exécution des ouvrages, avances sur financement des dépenses d'entretien de l'éclairage public et remboursement des emprunts contractés par le SDEG pour couvrir l'avance de la part communale des travaux.

Les données du CA 2016 présentées dans ce rapport sont fournies sous réserve du vote de l'assemblée délibérante.

EXECUTION DU BUDGET			
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES	RECETTES
	section de fonctionnement	4 631 865,83 €	8 139 049,31 €
	section d'investissement	8 101 300,64 €	6 170 577,22 €
REPORTS DE L'EXERCICE 2015	Report en section de fonctionnement		14 463 235,17 €
	Report en section d'investissement	10 877 382,66 €	
TOTAL réalisations + reports		23 610 549,13 €	28 772 861,70 €
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2017	section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
	section d'investissement	41 851 508,78 €	52 644 434,38 €
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2017	41 851 508,78 €	52 644 434,38 €
RESULTAT CUMULE	section de fonctionnement	4 631 865,83 €	22 602 284,48 €
	section d'investissement	60 830 192,08 €	58 815 011,60 €
	TOTAL CUMULE	65 462 057,91 €	81 417 296,08 €

	D) solde d'exécution d'investissement	-12 808 106,08 €
	C) résultat à affecter (hors RAR)	17 970 418,65 €
<b>résultats définitifs</b>		<b>5 162 312,57 €</b>

RAR N-1	dépenses engagées non mandatées	41 851 508,78 €
	titres restant à émettre	52 644 434,38 €
	E) solde des RAR	10 792 925,60 €





■ 20 chantiers d'éclairage public réceptionnés sur 16 communes différentes (contrôle sur place de l'achèvement des travaux pour mise en service effective) en 2016.

- programme EP 2014 clôturé
- Ainsi que 28 % du programme 2015

■ A titre d'exemples, nous pouvons citer :



- Valderoure – Village Projet Eco Energie suite au diagnostic
- Peille – Amélioration énergétique Chemin du Vieux Moulin et rénovation de l'éclairage public décoratif
- La Turbie – Enfouissement réseau Route de la Tête de Chien Tranches 1 et 2
- Saint Antonin – Opération suppression des lampes à ballons Fluo
- Auribeau sur Siagne – Route de Cannes

■ L'ensemble des travaux EP terminés en 2016 a nécessité la pose de 3,2 km de câbles dont 93 % en techniques discrètes (souterrain et façade), 99 supports (candélabres, supports bois, mâts), 623 lanternes (tous modèles confondus), 7 coffrets EP.

coffrets EP	7
supports	99
lanternes	623
aérien ml	223
façade ml	481
souterrain ml	2540,4
<b>total ml</b>	<b>3244,4</b>
façade	14,83%
souterrain	78,30%

→ Dont 77.7 % basse consommation (SHP) et 14.4 % LED

2016		Réseaux créés en mètres				
éclairage public	coffrets EP	aérien	souterrain	façade	supports	lanternes
URBAIN	2	0	1 521,4	6	57	42
RURAL	5	223	1 019	475	42	581
<b>total</b>	<b>7</b>	<b>223</b>	<b>2 540,4</b>	<b>481</b>	<b>99</b>	<b>623</b>

2015		Réseaux créés en mètres				
éclairage public	coffrets EP	aérien	souterrain	façade	supports	lanternes
URBAIN	2		2 350		23	9
RURAL	3	385	1 937	28	79	272
<b>total</b>	<b>5</b>	<b>385</b>	<b>4 287</b>	<b>28</b>	<b>102</b>	<b>281</b>

**LA ROQUETTE SUR SIAGNE** : Travaux d'amélioration énergétique de l'éclairage public de la base de loisirs – terrain de foot et tennis club  
Société SNEF – Les travaux ont été subventionnés par le Département 06 à hauteur de 20 % de leur coût HT.  
36 projecteurs à LED







Dans le cadre de l'amélioration énergétique, la réalisation et le financement des travaux sur les installations d'éclairage public de la commune de VILLENEUVE LOUBET, à savoir le remplacement de 680 lanternes et leurs supports par des équipements à LED, ont été actés par délibérations respectives de la commune de VILLENEUVE LOUBET le 11 décembre 2014 et du SDEG le 19 décembre 2014.

Un groupement de commandes a été constitué pour une vaste opération qui se poursuivra en 2017 avec un marché global de performance énergétique.

A l'initiative de Monsieur Lionnel LUCA Député des Alpes Maritimes, Maire de VILLENEUVE-LOUBET et de son Conseil Municipal, une vaste opération de rénovation de l'éclairage public et de remplacement des lampes à vapeur de mercure et des ballons fluorescents par des modules LED, a été réalisée sous maîtrise d'ouvrage du sdeg 06 sur divers quartiers de la commune de Villeneuve-Loubet.

Exemples : Avenue de la Mer, Avenue du Docteur Julien LEFEBVRE, Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny, Avenue des Ferrayonnes, Chemin de la Chenaie

Société : EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

Cette opération d'amélioration énergétique est subventionnée par le Département des Alpes-Maritimes à hauteur de 20 % du coût hors taxes des travaux.

**680 LANTERNES REMPLACEES** soit 50 % du parc de points lumineux de la commune

**255 CANDELABRES DE TOUTES HAUTEURS REMPLACES**

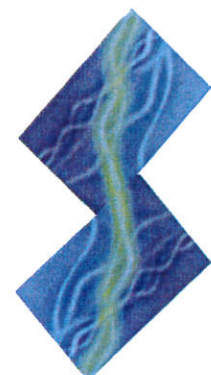
**268 CONSOLES ROUTIERES EN APPLIQUE SUR POTEAUX OU SUR MURS REMPLACEES**

**28 ARMOIRES DE COMMANDES REMPLACEES**

Lampes à ballons Fluo : puissance moyenne 125 à 250 Watts

Pavés LED : puissance moyenne 46 à 69 Watts

Soit une économie de 11 € à 26 € par point lumineux sur la facture d'énergie consommée, en fonction de la durée moyenne annuelle d'allumage (4 023 heures) et du tarif des consommations énergétiques en matière d'éclairage public.





## L'éclairage public

### Suivi des chantiers et projets d'éclairage public traités en 2016

<b>25 chantiers inscrits au Programme EP 2015</b>
dont
10 réceptionnés
11 en cours
4 procédures marchés publics en cours

<b>40 chantiers inscrits au Programme EP 2016</b>
dont
3 en attente de subvention
25 en cours
12 procédures marchés publics en cours

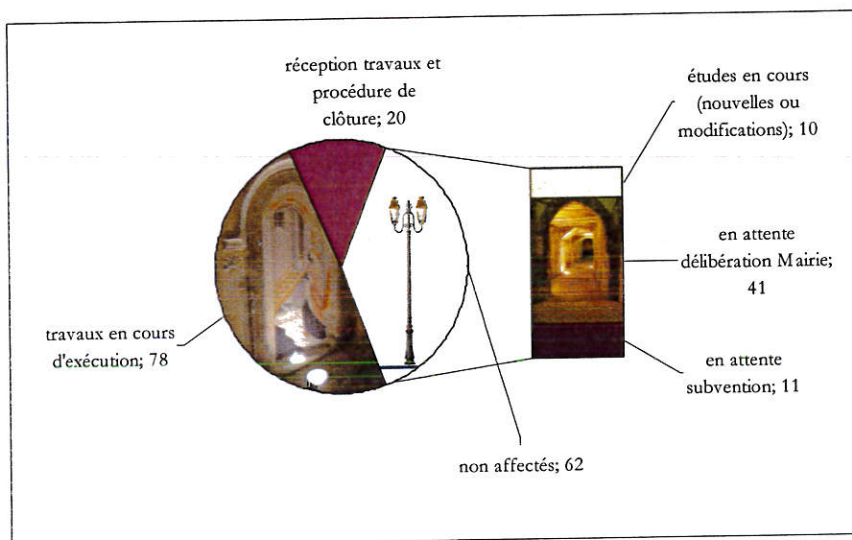
Programmes  
2014 - 2016

61%

98

non affectés  
39%

62



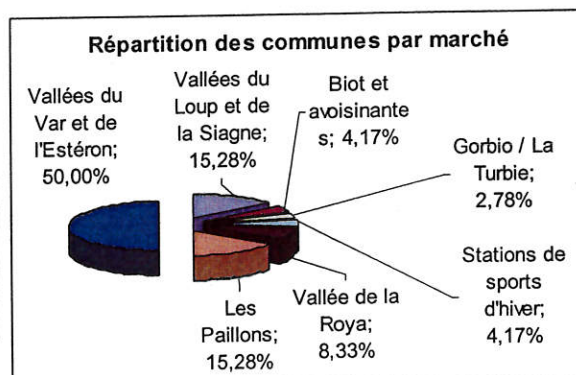
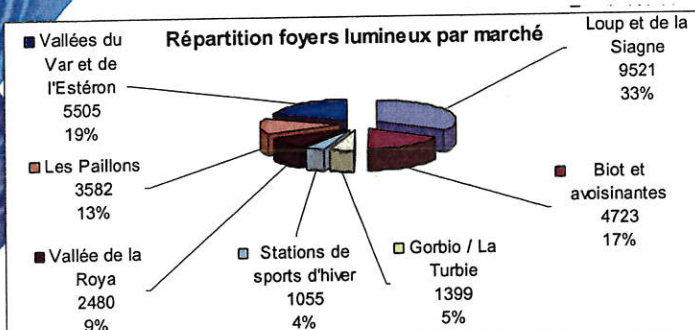
## L'entretien de l'éclairage public

■ Les prestations d'entretien et de réparation des installations d'éclairage public font l'objet de procédures d'appel d'offres

- 7 marchés à bons de commandes couvrent la totalité du périmètre de compétence du SDEG
- Un marché par zone géographique
- Durée : deux ans + 1 reconduction
- Les marchés seront reconduits en 2017

● En 2016, l'entretien EP c'est aussi 28 265 points lumineux sur 72 communes (dont 3 en éclairage décoratif)

- soit 12,28 % des dépenses de fonctionnement ( 568 796,75 €)
- pour un coût d'entretien moyen par foyer lumineux pour les communes de 20,12 € TTC



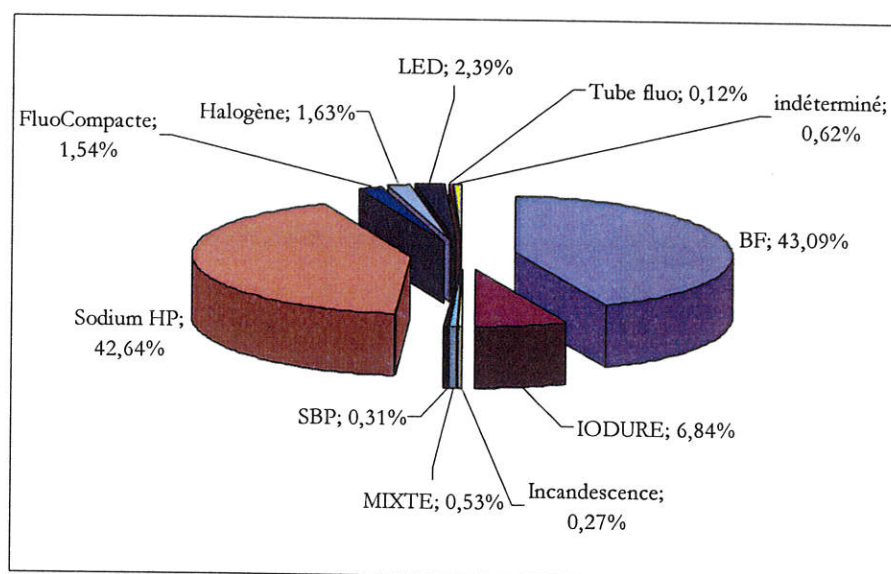




## L'entretien de l'éclairage public



### ■ Répartition du nombre de points lumineux par type de foyers



Les équipements (lanternes et appareillages complets) SODIUM HAUTE PRESSION (SHP) +3,9 % posés par rapport à 2015 (+ 10,8 % entre 2010 et 2016) et LED + 32% sur les trois dernières années continues de progresser au fur et à mesure des opérations de suppression des lampes à Ballons Fluorescents (le pourcentage de lampes à LED était de 0,85 % en 2013 : essentiellement utilisées pour l'éclairage décoratif).

Sur 25 chantiers inscrits au programme Eclairage Public 2015, 10 concernent des opérations de suppression des lampes Ballon Fluo (2 réceptionnés en 2016 : St Antonin et Châteauneuf Villevieille)

Sur 40 chantiers inscrits au Programme Eclairage Public 2016, 21 concernent des opérations de suppression des lampes Ballon Fluo ou à vapeur de mercure + 2 chantiers de rénovation des installations suite au diagnostic.

Les travaux de remplacement des points lumineux – projet Eco – Energie – sur la commune de PEILLON a permis la pose de 191 lanternes basse consommation (équipement bi-puissance 70 – 50 W Sodium Haute Pression. (374 m de réseaux en façade) Réception : 10/02/2016 sarl René RAPUC et Cie

Les opérations de suppression des lampes Ballon Fluo se poursuivent comme par exemple dans la commune de CHATEAUNEUF VILLEVIEILLE (167 lanternes 70 W SHP) Réception : 08/09/2016 sarl René RAPUC et Cie

La rénovation de l'éclairage public décoratif de la commune de PEILLE a permis la pose de projecteurs LED Réception : 28/06/2016 société SNEF



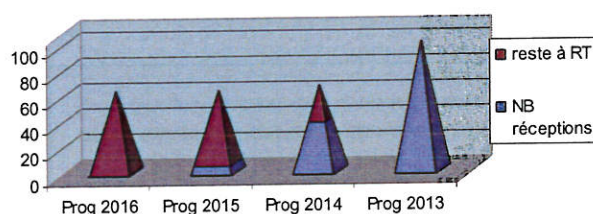
■ 62 chantiers, tous programmes confondus (hors extensions pour branchements) ont été réceptionnés au cours de l'année 2016 (55 en 2015).

- La tendance au développement significatif de l'envergure des chantiers d'enfouissement de réseaux, sur plusieurs kilomètres à réaliser en plusieurs tranches et en coordination entre plusieurs maîtres d'ouvrage se confirme.
- Pour 4,8 % des opérations, la durée d'exécution des chantiers réceptionnés en 2016, depuis l'étude jusqu'à la délivrance du certificat de conformité, est de moins de deux ans.

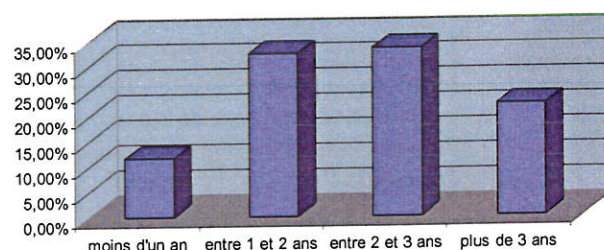
RT en 2016		moins d'un an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	plus de 3 ans
durée de vie des chantiers réceptionnés en 2016	100%	3,23%	1,61%	51,61%	43,55%

- Programmes d'électrification rurale : durée de la convention de subvention = 4 ans pour réalisation des travaux
- chantiers réceptionnés à + 3 ans : refus de conventions de passage, délais d'instruction des autorisations de construire en cas d'avis défavorables, possibilités de financement non notifiées.

nombre de chantiers ER & RU réceptionnés / nombre total tous programmes confondus



durée de vie des chantiers réceptionnés au cours des 4 derniers exercices



Inscriptions aux programmes 2017 en cours de finalisation en fonction des notifications de subventions (CAS FACE; Conseil Général)

**CAS FACE : subvention = 80 % des travaux éligibles H**

Programme	CAS FACE	aide notifiée Montant	total prog tvx Montant
ER 2017		HORS TVA	HORS TVA
	Renf	1 133 000,00 €	1 416 250,00 €
	Extension	283 000,00 €	353 750,00 €
	Enfouissement	367 000,00 €	458 750,00 €
sécurisation	S	76 000,00 €	95 000,00 €
	S'	28 000,00 €	35 000,00 €
ER 2017	TOTAL	1 887 000,00 €	2 358 750,00 €

Prévision Programme ER 2017

Renforcement : 37 fiches problèmes en attente

Article 8 2017

5 chantiers inscrits

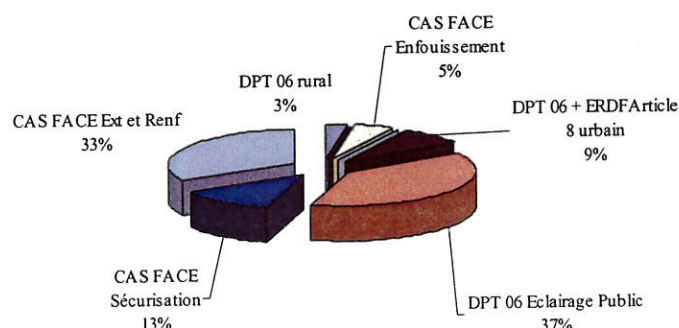
affectés	175	140	315
non affectés	83	36	119
	258	176	434

chantiers inscrits sur les programmes	SDEG	NCA	TOTAL
Dissimulation des réseaux	67	41	108
CAS FACE Enfouissement	20	7	27
DEPARTEMENTAL	10	14	24
DEPARTEMENTAL ARTICLE 8	37	20	57
Extension - renforcement	108	99	207
CAS FACE Sécurisation	6	37	43
CAS FACE Ext	18	9	27
CAS FACE Renf	84	53	137

Projets en attente de subvention	56	26	82
zone rurale	15	10	25
zone urbaine	41	16	57

Fiches problèmes à affecter 27 10 37

Répartition des chantiers inscrits aux programmes 2016 par type de financement





## L'électrification rurale et urbaine

■ Les travaux d'électrification 2016 sur les réseaux ruraux et urbains de la concession ont contribué à la création de 3,76 km de réseau moyenne tension (1,9 km en 2015) et 19,36 km de réseau basse tension (16,6 km en 2015), la pose de 149 supports (dont 78,5 % en bois) et 7 postes de transformation.

■ Les travaux d'extension pour le raccordement de nouveaux abonnés et de reprises de branchements lors des enfouissements de réseaux représentent la construction de 2,64 km de réseau moyenne tension HTA (1,5 km en 2015) et 3 km de réseau basse tension BT ainsi que la pose de 5 postes de transformation.

- 95 % du réseau HTA réalisés en 2016 l'ont été en souterrain (33% en 2015; 74% en 2014)
- Les techniques discrètes (souterrain ou façade) ont été utilisées :  
pour 59,6 % des travaux sur le réseau BT (71 % en 2015; 45 % en 2014)  
et pour 71 % des extensions BT pour branchements (65% en 2015).

		Longueurs de réseaux en mètres						NB de chantiers réceptionnés
	2015	Postes	HTA Sout	HTA Aérien	BT Sout	BT Aérien	BT Facade	
URBAIN		1	311	0	6 589	0	0	9
RURAL		6	3 283	170	4 450	7 805	516	53
<b>sous-total</b>		<b>7</b>	<b>3 594</b>	<b>170</b>	<b>11 039</b>	<b>7 805</b>	<b>516</b>	<b>62</b>
			<b>3 764</b>		<b>19 360</b>			
reprise BRT sur tx réseaux urbains					268	55	23	
reprise BRT sur tx réseaux ruraux					0	13	27	
reprise BRT sur tx réseaux Ext pour BRT en rural					268	68	50	
		<b>5</b>	<b>2 641</b>	<b>0</b>	<b>1 835</b>	<b>795</b>	<b>42</b>	<b>44</b>
			moyenne tension		basse tension			
			6 405		22 418			

■ Le SDEG 06 est habilité à exécuter les travaux d'extension du réseau **pour branchement** dans les communes soumises au **régime d'électrification rurale** lorsque l'une au moins des conditions ci-après est remplie :

- Le lieu à alimenter se situe à plus de trente mètres du réseau avec une puissance demandée inférieure à 36 KVA,
- La puissance demandée est comprise entre 36 KVA et 250 KVA,
- La demande concerne un minimum de trois branchements, la construction d'un lotissement ou celle d'un immeuble.

■ Programme Extension réseau DP pour raccordement : 112 demandes enregistrées et traitées en 2016 sur 53 communes dont 17 sur le périmètre de la Métropole NCA pour 30 dossiers.  
(126 en 2014 sur 62 communes; 111 en 2015 sur 53 communes)

**44 chantiers réceptionnés en 2016**  
**sur 28 communes différentes**  
**dont 11 sur 7 communes NCA**

**508 attestations de desserte délivrées**

réalisés sur CA 2016	
ext BRT 2011	3 439,09 €
ext BRT 2013	226 039,79 €
ext BRT 2014	512 782,79 €
Ext BRT 2016	1 396,14 €
<b>total</b>	<b>743 657,81 €</b>

Longueurs de réseaux en Mètres	tarif bleu	tarif jaune	Immeuble	Lotissements	total
HTA souterrain	24		122	2 495	2 641
BT souterrain	664	470	404	297	1 835
BT aérienne	681	48	66		795
BT façade			42		42
<b>BT total</b>	<b>1 345</b>	<b>518</b>	<b>512</b>	<b>297</b>	<b>2 672</b>
nombre de SUPPORTS BOIS	12				12
nombre de SUPPORTS BETON	2		1		3

\* Hors reprises de branchements sur travaux d'enfouissement de réseaux



	Type de travaux réceptionnés en 2016				dont	NCA
	Extension	Renforcement	Dissimulation (souterrain, façade)	installation photovoltaïque		
Programme ER & EU						
extension pour raccordement	44					11
Environnement FACE			6			
ER FACE - Ext-Renf	4	32				9
Sécurisation FACE S		6				
ER Pg Départemental			5			1
Article 8			8			1
urbain Départemental			1			
2016 Total : 106 chantiers	4	38	20	0	dont	22

## Esthétique des réseaux

**SAINT CEZAIRE SUR SIAGNE** – Mise en souterrain BT & EP Place de la Liberté et les alentours – société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE - Programme CAS FACE Enfouissement 2015

**PEGOMAS – LA ROQUETTE SUR SIAGNE** : Mise en souterrain BT sous le giratoire GL3 – société AZUR TRAVAUX – Programme Départemental 2015

**CAGNES SUR MER** : Mise en souterrain BT avenue des Tuilières depuis le rond point Schumann jusqu'à la rue Fragonard (câblage) Coordination avec la Métropole Nice Côte d'Azur – société AZUR TRAVAUX – Programme Article 8 2013

**OPIO** - Mise en souterrain HTA et Fibre quartier le Gorgier - RD3 (route de Cannes) – société F.P.T.P. - Programme Départemental 2016

**LE TIGNET** - Mise en souterrain HTA, BT, EP et FT ch de l'Olivier, du Flaquier Sud, de la Maure & de Cannes 1ère tranche – société AZUR TRAVAUX – Programme CAS FACE Enfouissement 2014

## Renforcement Extension de réseaux FACE

**SAINT MARTIN DU VAR** : Renforcement Poste ST JOSEPH (Par Condamines) et Poste COULETTE (Rte des Maquisards) – sarl René RAPUC & Cie

**BENDEJUN** : Renforcement Poste Ramourian Quartier Roquebillière – société SOBECA

**MOULINET** : Extension HT & BT QU ST MARTIN 1ère et 2ème tranches – société SNEF

**SOSPEL** – Renforcement BT Poste Château – société SNEF

## Extension de réseaux DP pour raccordements

**CASTAGNIERS** : Salle des Fêtes – société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

**DRAP** : Avenue Jean Moulin – société SNEF

**BEUIL** : Tarif Jaune Centre de Montagne – société SOBECA

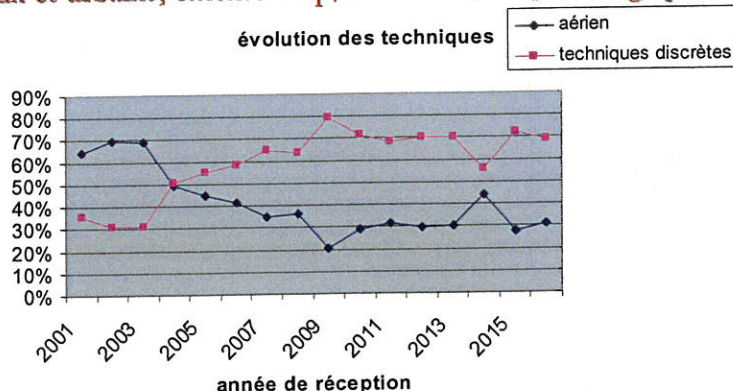
**SAINT BLAISE** : Extension BT ZAC SAOGA (125 logements) – société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

**LEVENS** - Extension BT STATION D'EPURATION DE LA GUMBA - société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

## Tous travaux confondus (réseaux DP ruraux et urbains, extensions p/ raccordement, éclairage public)

ER, EU, EP, branchements	unité	2015	2016
réseaux aériens	mètres	9 243	9 061
réseaux façade	mètres	729	1 089
réseaux souterrains	mètres	23 280	19 276
longueur globale	mètres	33 252	29 426
aérien	%	28%	31%
techniques discrètes	%	72%	69%
Nb de chantiers réalisés	unité	138	126

évolution des techniques



❖ L'augmentation des longueurs de réseaux souterrains, constatée depuis 2004, s'est stabilisée essentiellement en raison des contraintes techniques, géographiques et financières. Les réseaux en façade peinent à se développer en raison des refus de conventions de passage.





Syndicat **D**épartemental de l'**E**lectricité et du **G**az des Alpes-Maritimes  
18, rue Châteauneuf - 06000 NICE  
Tél : 04 93 44 24 40 - Fax : 04 93 44 26 16  
<http://www.sdeg06.fr> - Email : [sdeg06@sdeg06.fr](mailto:sdeg06@sdeg06.fr)



